

Olympisme ◀ Le village est évincé de la course à l'organisation des JO 2018.

Pelvoux se sent grugé

Le Lilliput n'entend pas se laisser écraser. Pelvoux hésite entre colère et indignation. Vendredi, ce petit village des Hautes-Alpes, qui compte 450 habitants et abrite une minuscule station de ski, a été bouté hors de la compétition franco-française pour le choix de la ville candidate à l'organisation des JO d'hiver 2018. Cinq jours avant que le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) désigne la ville qui postulera, sa commission d'évaluation a rendu public son rapport : sur les quatre candidates, elle juge que seules Grenoble et Annecy ont le «*potentiel nécessaire*», rejetant Nice (lire ci-contre), malgré «*des avantages indéniables*» et balançant aux oubliettes Pelvoux qui ne passerait pas «*l'étape de présélection du Comité olympique international*».

Pour Pelvoux et tout le territoire des Ecrins, c'est un rêve qui se brise. Sur la désagréable impression d'avoir été les cocus d'une histoire à laquelle tout le

monde avait fini par croire. Tout avait débuté en septembre dernier, lorsque Gap, ville pressentie pour porter la candidature de la région des Alpes du Sud – son enneigement impeccable et son ensoleillement exceptionnel – déclare forfait. Le maire de Pelvoux, Gérard Sémiand, à qui est proposé de reprendre le flambeau, croit d'abord à une «*galéjade*». Deux jours plus tard, il accepte, car, dans l'aventure, Pelvoux ne sera qu'un porte-drapeau, le symbole de l'authenticité et de la modestie. Le projet est porté par tout le territoire (les vallées de la Durance, de la Vallouise et de Freissinière) et s'appuie sur la coopération franco-italienne, qui a déjà joué en 2006 pour les Jeux de Turin.

Bluffés. En trois mois de labeur intensif, ce qui a commencé comme un gag se mue en un dossier décalé, certes, mais réaliste techniquement. Pas bling-bling pour un sou. Mais économe et «*écologique*», pour autant que ce mot ait un sens quand on parle de Jeux olym-

piques. Le «Petit Poucet» s'est placé dans le sillage des JO organisés par la petite ville norvégienne de Lillehammer en 1994 et prône un retour à la simplicité. Ses arguments, à l'heure où le Comité international olympique plaide contre le gigantisme et des Jeux très développement durable: un budget minime, plus de 80% des installations requises déjà existantes et la réutilisation des infrastructures

de Turin 2006, le respect des sites Natura 2000 et du parc national des Ecrins, le développement des voies ferrées pour désenclaver le territoire en limitant les émissions de gaz à effet de serre... Le 21 janvier, quand les quatre villes candidates soutiennent leur dossier devant le CNOSF, les maires d'Annecy et de Grenoble s'avouent «bluffés» par celui de Pelvoux.

Du coup, vendredi, la publication du rapport de la commission d'évaluation est ressentie comme un coup de poignard dans le dos. «Une baffé, résume Joël Giraud, député-maire de l'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes), vice-président du conseil régional Paca, qu'on accepterait si elle était étayée.» Les porteurs du projet de Pelvoux-les-Ecrins contestent «la partialité flagrante» d'une «analyse truffée d'erreurs». Ils ont demandé en urgence un rendez-vous au président du CNOSF, Henri Sérandard, et au président de la commission d'évaluation, Michel Vial, pour exposer les motifs de leur colère. Un exemple: Nice qui, selon la commission, n'a présenté «aucun élément détaillé» sur les Jeux paralympiques obtenant pourtant une note de 8/10 sur ce sujet quand Pelvoux et son «plan novateur et approfondi» ne récolte que 7/10. Autre argument: Pelvoux n'obtient que 3/10 pour l'hébergement, la commission s'interrogeant

sur la faisabilité d'un programme de construction... alors que «la région possède déjà une capacité de 36000 chambres aux normes CIO, pour une demande de 23300», s'étonne Frank Adisson, ancien champion olympique de canoë, qui vit à Vallouise, village voisin de Pelvoux, et figure parmi les soutiens de la candidature des Ecrins.

« Petit Poucet d'accord, mais faut pas nous prendre pour des cons ! »

Joël Giraud, député des Hautes-Alpes

Joel Giraud réclame donc au CNOSF «une nouvelle évaluation» et un report du vote, prévu mer-

credi: «Petit Poucet d'accord, mais faut pas nous prendre pour des cons!»

Vote. Au CNOSF, le chef de cabinet, Jean-Paul Cléménçon, justifie la publication du rapport de la commission d'évaluation avant le vote par une «volonté de transparence». «Nous comprenons les réactions d'insatisfaction de certains candidats, mais ce rapport ne met personne de côté, affirme-t-il sans rire. L'évaluation n'est pas le vote qui se déroulera, comme prévu, le 18 mars.» Si l'important était seulement de participer, les gens de Pelvoux auraient aimés être prévenus.

◀ ÉLIANE PATRIARCA

Nice agacé

A Nice, également plombé par le rapport du CNOSF, on veut se rassurer en rappelant que le CIO suit rarement l'avis de sa propre commission d'évaluation.

«Je suis très confiant», a réagi le maire, Christian Estrosi, pourtant agacé de «choses inexplicables» dans le rapport. Il a écrit à Henri Sérandard pour demander que certains points soient précisés avant le vote.



Le village
de Pelvoux.

PHOTO ERIC
FRANCESCHI FEDEPHOTO